



Syndicats des finances publiques des Hautes Pyrénées.

Après une énorme journée de mobilisation le 31 janvier :

Enracinons la mobilisation.

En lutte jusqu'au retrait total de ce projet infâme.

TOUTES ET TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION LE 7 FEVRIER

Avec 2,5 millions de manifestant-es dans les rues, soit davantage que la précédente grève, le 31 janvier, deuxième journée nationale de manifestations est venu confirmer l'enracinement de la mobilisation, et la conviction pour l'immense majorité de la population que le projet de régression du système de retraites est profondément injuste.

E. Macron et E. Borne s'enferment dans un projet de réforme injuste qui dégradera encore plus le niveau des pensions.

Pour gagner, il faut élargir encore le mouvement.

Si chacun-e faisait venir une personne supplémentaire, nous serions 4 millions ! De nombreux secteurs mettent la grève reconductible à l'ordre du jour, ailleurs ce sont des alternances entre jours de grèves et jours de travail, des débrayages d'une heure ou deux heures par jour dans le privé, grève du zèle....

Les personnels des finances publiques et de la Fonction publique en général ont bien compris la nocivité du projet Macron qui, en l'état actuel, les conduirait à travailler deux ans de plus, avec des conditions de vie et de travail de plus en plus difficiles et des traitements, salaires et pensions largement insuffisants.

C'est inacceptable !

À ce stade, le gouvernement refuse d'entendre ce qu'exprime la grande majorité de la population et continue de rabâcher sa pathétique et scandaleuse propagande sur une réforme « juste et nécessaire ».

L'écrasante majorité de la population rejette ce projet de régression sociale et une nette majorité soutient la mobilisation. C'est donc avec confiance que nous devons aborder la période qui s'ouvre.

OUI, TOUTES ET TOUS ENSEMBLE NOUS POUVONS FAIRE PLIER LE GOUVERNEMENT !

Rien ne justifie une telle violence sociale, rien ne justifie de sacrifier les plus précaires et la jeunesse, rien ne justifie la baisse programmée des pensions, rien ne justifie de détruire notre système de protection sociale.

Tout le monde a compris que le gouvernement veut se servir dans les régimes de retraite qui drainent 340 milliards par an pour continuer à servir les grandes entreprises (la somme des aides, exonérations, subventions en tous genres et dont l'efficacité sur l'emploi et l'économie n'a jamais été démontrée atteint désormais 157 MILLIARDS par an soit 31 % du budget de l'Etat).

Oui nous pouvons faire autrement pour assurer l'avenir des régimes de retraites (taxation des dividendes, cotisations sur l'intéressement dans le privé, cotisations sur les primes pour les fonctionnaires, égalité salariale femmes/hommes, légère augmentation du taux de cotisation etc....).

**COMBATTONS CETTE REGRESSION QUI ENGAGE
NOTRE VIE ET LES GENERATIONS FUTURES !**

EN GREVE LE 7 FEVRIER

Manifestation à Tarbes à 10 h 00.

Le 11 février battons le pavé en famille et entre amis !



Face au rejet massif, le gouvernement doit retirer sa réforme.

A l'appel de l'ensemble des organisations syndicales, ce 31 janvier a confirmé la très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites présentée par le gouvernement.

Plus de 2,5 millions travailleurs et travailleuses, du public comme du privé, jeunes et retraité.e.s, se sont mobilisés, par la grève et/ou ont manifesté sur l'ensemble du territoire. Cette mobilisation d'ampleur fait suite à celle du 19 janvier qui avait rassemblé près de 2 millions de personnes. La jeunesse s'est particulièrement mobilisée aujourd'hui pour refuser la précarité grandissante que promet le gouvernement.

La population soutient les revendications des organisations syndicales qui s'opposent au recul de l'âge légal de départ à 64 ans et à l'allongement de la durée de cotisations. 9 travailleurs sur 10 rejettent la réforme, 2/3 de la population soutiennent les mobilisations.

Personne ne s'est laissé trompé par la propagande du gouvernement.

Les organisations syndicales dénoncent ainsi le mail du ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, envoyé tant à des agents publics qu'à des salariés de droit privé, présentant une liste d'arguments en faveur de la réforme des retraites.

Les organisations syndicales n'acceptent pas les propos tenus par la Première ministre, ce dimanche, indiquant que, selon elle, « l'âge de départ à 64 ans n'est plus négociable ». Pour les organisations syndicales le recul de l'âge de départ n'a jamais été négociable ! *Les propositions alternatives formulées par elles sont toutes restées lettre morte !* Cela démontre le jusqu'au-boutisme du gouvernement, sourd au rejet exprimé par la totalité des organisations syndicales et l'immense majorité des citoyens.

Rien ne justifie une réforme aussi injuste et brutale. Le gouvernement doit entendre le rejet massif de ce projet et le retirer.

L'intersyndicale appelle toute la population à se mobiliser par la grève et la manifestation encore plus massivement le mardi 7 février puis le samedi 11 février pour dire non à cette réforme. Elle appelle, d'ici là, à multiplier les actions, initiatives, réunions ou assemblées générales partout sur le territoire, dans les entreprises et services, dans les lieux d'étude, y compris par la grève.

L'intersyndicale se réunira le mardi 7 février au soir.

Paris le 31 janvier 2023